**Jacques Prévotat (dir.), Pie XI et la France. L'apport
des archives du pontificat de Pie XI à la
connaissance des rapports entre le Saint-Siège et la
France (Nina Valbousquet)**

Nina Valbousquet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7343>

DOI : 10.4000/cdlm.7343

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2013

Pagination : 425-429

ISBN : 978-2-914-561-64-8

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Nina Valbousquet, « Jacques Prévotat (dir.), Pie XI et la France. L'apport des archives du pontificat de Pie XI à la connaissance des rapports entre le Saint-Siège et la France (Nina Valbousquet) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 87 | 2013, mis en ligne le 15 juin 2014, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7343> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.7343>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Jacques Prévotat (dir.), Pie XI et la France. L'apport des archives du pontificat de Pie XI à la connaissance des rapports entre le Saint-Siège et la France (Nina Valbousquet)

Nina Valbousquet

RÉFÉRENCE

Jacques Prévotat (dir.), Pie XI et la France. L'apport des archives du pontificat de Pie XI à la connaissance des rapports entre le Saint-Siège et la France, Rome, École française de Rome, 2010, 533 p.

- ¹ Proposant un bilan de l'ouverture des archives du pontificat de Pie XI (1922-1939) en 2006, cet ouvrage collectif offre des perspectives renouvelées sur une période cruciale pour l'histoire de la papauté et du catholicisme, croisant ecclésiologie et politique. Moins sujette aux polémiques que celle de son successeur Pie XII, la figure de Pie XI n'en est pas moins complexe, loin de l'image d'un pape démocrate ou libéral telle qu'elle avait pu être trop rapidement esquissée en raison de la condamnation de l'Action française (1926) et des encycliques antitotalitaires contre le communisme et le nazisme (1937). Refusant les intransigeances catholiques (à l'inverse de Pie X), Achille Ratti n'en apparaît pas moins comme un pape défenseur des droits de l'Église et d'une conception chrétienne de la société face à un contexte de l'entre-deux-guerres qui suscite engagements politiques, positionnements et reconfigurations des lignes de fracture au sein du monde catholique

- 2 L'ouvrage publié par l'École française de Rome adopte comme angle d'approche les relations entre France et Vatican, ce qui permet d'aborder de front la question de l'intervention du Saint-Siège dans les affaires françaises mais aussi la participation des catholiques à la vie politique française. Selon Marc Agostino, ce choix est justifié par l'« Exception française », c'est-à-dire la centralité de la France dans les affaires et dans les réseaux pontificaux, ainsi que la continuité d'une fidélité en dépit d'écarts évidents ; la France serait ainsi un « bon laboratoire » de la nécessaire articulation entre particulier et universel dans la politique vaticane. Dans la deuxième moitié des années 1930, la France devient même « une terre de consolation pour le pape » (Marie Levant), les deux parties œuvrant pour le maintien de la paix, contre la guerre d'Éthiopie par exemple. Mais à travers cette optique française, ce sont en réalité des clés de lecture concernant l'ensemble du pontificat d'Achille Ratti qui sont ici proposées. Trois enjeux animent l'ouvrage : les relations du Saint-Siège avec la France et par là même une réflexion sur la position du Vatican face aux événements internationaux de l'entre-deux-guerres, la question de l'engagement politique des catholiques ainsi que l'ecclésiologie et la spiritualité animées par Pie XI. Ce dernier point, qui découle d'une approche d'histoire religieuse classique, n'est pas du tout détaché des événements internationaux ou politiques : l'ecclésiologie de Pie XI, c'est-à-dire sa vision du gouvernement de l'Église, reflète une aspiration encore forte à défendre les droits de l'Église et de sa hiérarchie, que ce soit face au nazisme, au « politique d'abord » de Maurras, au nazisme et au communisme, mais aussi face aux tentatives de réforme profonde de la liturgie (on pense à l'exemple des Amis d'Israël). Après un XIX^e siècle marqué par des positions intransigeantes de refus de la modernité et de retrait de la vie publique, la question de l'intervention, de la norme et de l'action des catholiques est bien au cœur du pontificat de Pie XI. C'est ainsi un nouveau type d'articulation entre autorité hiérarchique institutionnelle et responsabilité individuelle des catholiques qui a été ébauché dans ce contexte mouvementé.
- 3 Au vu des relations complexes entre spirituel et temporel durant le pontificat de Pie XI, c'est Jacques Prévotat, spécialiste de l'Action française et de sa condamnation pontificale, qui dirige cet ouvrage et ouvre la réflexion par une introduction particulièrement claire proposant des clés de lecture. Il démontre que le pontificat de Ratti s'inscrit dans la continuité d'une position thomiste : l'Église conserve et doit défendre un rôle guide d'apostolat pour le salut de l'humanité entière – l'encyclique missionnaire *Rerum Ecclesiae* paraît en 1926 –, rôle qui se traduit par un idéal d'ordre international chrétien ; dès 1922, l'encyclique *Ubi arcano* rappelle la nécessité d'une paix chrétienne. Ainsi, dans le prolongement des travaux de Daniele Menozzi, la théologie du Christ-roi (encyclique *Quas primas* de 1925 et instauration de la fête du Sacré Cœur), marquant l'ensemble du pontificat, est bien synonyme d'une forme de royauté chrétienne au sens spirituel et temporel, d'une volonté de restaurer et de reconquérir, en s'appuyant notamment sur deux outils, les concordats et l'action catholique. Mais Pie XI se montre également ouvert à de nouvelles réflexions théologiques (notamment celles de Henri de Lubac dans la lignée de Maurice Blondel) insistant davantage sur la personne humaine, sa destinée surnaturelle (le salut) et donc la nécessité d'un respect de l'individu confronté notamment aux aspirations totalitaires de certains régimes. Pour Pie XI, il est ainsi primordial que l'Église institutionnelle et visible ne se dissocie pas de la finalité de l'Église invisible (Cité de Dieu parfaite).

- 4 Les différentes contributions de l'ouvrage, associant approches de spécialistes et recherches très récentes, soulignent l'impossibilité d'une lecture unilatérale d'un pontificat complexe. Le volume est découpé en cinq thèmes commençant par la reprise des relations entre Saint-Siège et gouvernement français où il est question des suites juridiques et canoniques de la loi de 1905 (François Jankowiak, Fabrice Robardey). L'archiviste Gianfranco Armando y présente notamment la diversité des archives des nonces apostoliques en France : alors que les fonds Cerretti (1921-1926) illustrent la reprise des relations diplomatiques, ceux du nonce Maglione (1926-1936) témoignent de la centralité de l'Action française dans les préoccupations pontificales. À partir de cette entrée dans le sujet, les autres parties dépassent le cadre des relations franco-vaticanes. La deuxième partie, plus hétérogène, replace ces relations dans le cadre de la politique internationale du Vatican montrant l'importance des intermédiaires français tels que Louis Massignon en Palestine (Agathe Mayeres) et Mgr d'Herbigny pour la Russie (Laura Pettinaroli). L'action pontificale se caractérise par une volonté d'ouverture (à l'URSS, aux communistes français de la main tendue, comme le montre Marie Levant) et de réconciliation des trois religions abrahamiques mais connaît des limites certaines quand il s'agit, par exemple, de réformer le culte liturgique, comme la prière du Vendredi Saint, pour repenser l'articulation entre judaïsme et théologie catholique. Ce qui explique la suppression de l'association pieuse Les Amis d'Israël en 1928. Ces différentes contributions bénéficient clairement de l'apport des nouvelles archives pontificales (Commission pontificale pour la Russie, dossiers du Saint-Office, entretiens entre Ratti et son secrétaire d'État depuis 1930 Pacelli, futur Pie XII).
- 5 Une troisième partie est dédiée au cas de l'Action française, point de cristallisation d'enjeux dogmatiques, ecclésiologiques, politiques et sociaux du catholicisme en cette période. Le spécialiste de la question, Jacques Prévotat, souligne le rôle initial de conciliation des nonces (en l'occurrence les négociations du chargé d'affaires Valeri avec l'archevêque de Bordeaux Andrieu aboutissant à la fameuse intervention de ce dernier contre l'Action française) face aux réserves de l'épiscopat français ; un épiscopat renouvelé et discipliné par le nonce Maglione après la condamnation de 1926, grâce notamment au réseau sulpicien (Frédéric Le Moigne). La condamnation de l'Action française divise profondément les catholiques français, elle suscite de leur part une prise de position (Maritain et Blondel soutiennent la condamnation, ainsi que l'étudie Claude Troisfontaines) et témoigne de formes de politisation autres que la participation électorale dans le cas de la Ligue patriotique des Françaises (Magali Della Sudda). Elle engendre aussi une mobilisation au croisement de stratégies multiples – religieuses et politiques – comme l'action d'une carmélite de Lisieux pour convertir Maurras en 1936 (Antoinette Guise-Castelnuovo).
- 6 Toujours en lien avec des enjeux politiques et sociaux contemporains, les trois dernières parties (« La mission de l'intellectuel », « Doctrines de l'Église et formes de réception », « Apostolat et spiritualité ») insistent davantage sur l'apostolat et la doctrine de Pie XI dans la mesure où Ratti fait figure de pape enseignant, auteur de 30 encycliques, comme en témoignent la genèse de *Quas Primas* (Marie-Thérèse Desouche souligne l'articulation entre mystère du Christ et mystère de l'Histoire telle que la vit spirituellement Pie XI) ou encore les tentatives de réforme des universités canoniques (étude de Florian Michel à partir des archives de la Congrégation pour l'Éducation catholique). Particulièrement attentif aux débats intellectuels, Pie XI favorise les initiatives d'engagement dans la vie publique, mais n'évite pas des

décalages entre son autorité et la revendication des acteurs. C'est tout un éventail de degrés de mobilisation et de conformité qui est analysé ici, de la mise à l'Index de l'œuvre du philosophe Jean Baruzi sur la pensée sanjuaniste (François Trémolières) à l'action de véritable relais pontifical du recteur de l'Institut catholique de Toulouse, Bruno de Solages (Marie-Thérèse Duffau), en passant par les résultats variés des six pèlerinages professionnels français à Rome (Damien Thiriet). Pie XI met en avant un modèle de rigueur morale et de discipline en prenant position sur les questions de sexualité (l'encyclique *Casti connubii* de 1930 sur le mariage chrétien analysée par Guillaume Cuchet) ou par la mise en garde de 1927 sur la littérature mystico-sensuelle (Jean-Baptiste Amadiou). Mais là encore, l'exemple du traitement scientifique (psychologie religieuse notamment) des stigmates de Thérèse de Lisieux montre le croisement d'enjeux hétérogènes et des niveaux de lecture de l'action pontificale (Agnès Desmazières).

- 7 Au regard de ces cinq parties, on voit bien que la richesse de cet ouvrage collectif réside dans la diversité et la complémentarité des approches, témoin du renouvellement actuel de l'histoire religieuse. Tout d'abord car l'appellation « archives du Vatican » masque une pluralité de sources. Si l'*Archivio segreto vaticano* (ASV) conserve notamment les fonds de la Secrétairerie d'État et des nonciatures, l'ouverture de 2006 concerne également les archives de la Congrégation des Affaires Écclésiastiques Extraordinaires (chargée des relations avec les États) et de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi (Saint-Office). Le préfet de l'ASV, M^{gr} Pagano, souligne bien ici la richesse géographique et thématique de ces archives qui dépassent le domaine religieux ou hiérarchique. Ces archives ne concernent pas que le centre du catholicisme mais offrent un éclairage sur l'interaction entre les différentes échelles et composantes (ecclésiastiques mais également laïques) du monde catholique, à l'exemple de Louis Canet articulant une spécificité locale (l'Alsace), une inscription nationale (le gallicanisme) et des échanges avec la papauté. Une imbrication des échelles qui révèle par là même la pluralité des acteurs composant l'histoire du pontificat en dépit de l'effort et de l'implication personnelles d'Achille Ratti. Cette variété d'acteurs, les figures d'intermédiaires, les réseaux, les relais et les circulations, les possibles écarts entre une autorité revendiquée et des initiatives autonomes, constituent un des fils rouges de cet ouvrage en même temps que le résultat concret de l'ouverture des archives. Selon Magali Della Sudda : « L'accès à ces sources religieuses d'une importance majeure pour l'histoire du catholicisme au xx^e siècle offre ainsi la possibilité de croiser des histoires qui jusqu'ici avaient été écrites séparément ». L'exemple de cette dernière chercheuse montre que l'histoire d'un pontificat n'est plus cloisonnée à une approche ecclésiologique ou théologique mais se nourrit des propres renouvellements de l'histoire politique, intellectuelle et sociale.
- 8 L'approche thématique de cet ouvrage collectif a tendance à prévaloir sur l'évolution chronologique du pontificat, privilégiée par des travaux plus biographiques comme ceux d'Emma Fattorini ou d'Yves Chiron. Jacques Prévotat soulève très justement en introduction la question de l'unité inspiratrice du pontificat, et les tensions et hésitations entre autorité absolue et responsabilité du fidèle. Le débat historiographique n'est pas clos entre, d'une part, l'unité du pontificat (autour notamment de la christologie comme le soutient Marie-Thérèse Desouche) et, d'autre part, l'évolution chronologique à la fois face à des événements inédits mais aussi une mutation personnelle et spirituelle de Pie XI. Les nouvelles archives vaticanes tendent à conforter cette analyse diachronique, montrant le passage d'une aspiration à la royauté

chrétienne presque théocratique au début des années 1920 à une théologie de la kénose (descente de Dieu vers l'humain, humilité) visant à protéger la dignité humaine face aux événements des années 1930. Pour Giovanni Miccoli, s'engage alors une « perspective de rupture » (hostilité à la guerre d'Éthiopie, condamnation des totalitarismes) à la fin des années 1930, ce qu'Emma Fattorini associe à une « conversion spirituelle » de Pie XI renonçant au réalisme des moyens diplomatiques (comme pouvaient l'être les Accords du Latran avec l'Italie fasciste de 1929). Mais s'il engage une lutte contre les totalitarismes au nom de la dignité chrétienne, Pie XI n'en est pas pour autant un libéral, son ambition de société chrétienne parfaite demeure intacte. Il déclare ainsi aux pèlerins de la CFTC à Castel Gandolfo le 18 septembre 1938 : « S'il y a régime totalitaire, totalitaire de fait et de droit, c'est le régime de l'Église, parce que l'homme est la créature du bon Dieu [...]. Alors l'Église a vraiment le droit de réclamer la totalité de son pouvoir sur les individus : tout homme, l'homme tout entier appartient à l'Église, parce que tout entier, il appartient à Dieu ». L'Église comme autorité totale au nom de la finalité surnaturelle de l'homme : c'est justement ce qui peut, d'un autre côté, amener Pie XI à s'engager pour le respect de l'individu comme dans son allocution de Noël 1938 faisant référence au nazisme : « Nous rappelons toujours à tous et à chacun que n'est vraiment ni pleinement humain que ce qui est chrétien, et que ce qui est antichrétien est inhumain : qu'il s'agisse de la dignité commune du genre humain, ou qu'il s'agisse de la dignité, de la liberté et de l'intégrité de la personne individuelle ». Cela explique pourquoi certains théologiens reprennent les enseignements de Pie XI comme résistance spirituelle durant la seconde guerre mondiale (notamment *Témoignage chrétien* et *Nova et Vetera*).